Procès-verbal de séance du 21 mai 2024

L'an deux mil vingt-quatre le 21 mai à vingt heures trente, le conseil municipal, s'est réuni, légalement convoqué, à la mairie, sous la présidence de M. Arnaud de Boisanger, Maire.

Présents : Mme Danielle Girard, Mme Françoise Hardy (mairesse déléguée de Dampierre), M. Daniel Chéron, M. Patrick Toutain, M. Manuel Fonseca, M. Alexandre Maisons, M. Ivo Vandavelde, M. Geoffrey Osternaud et M. Philippe Merlet (maire délégué de Blévy) ;

Excusés : M. Laurent Palat, M. François Caré, M. Jean Paul Alleaume ;

Secrétaire de séance : M. Philippe Merlet

Le compte rendu précédent est approuvé à l'unanimité.

Ressources humaines : modifications, créations de poste personnel communal ;

M. le Maire : Un agent a fait une demande de mise en disponibilité d'un an renouvelable à compter du 1^{er} septembre 2024. Cet agent est employé à temps complet mais sur deux postes.

Pour son remplacement, il convient de créer un emploi permanent d'adjoint technique territorial de catégorie C à temps complet à compter du 2 septembre 2024.

Cet agent exercera les missions suivantes : accompagnement des enfants dans le bus, participation à la restauration scolaire et entretien des bâtiments communaux.

Cet emploi pourra être pourvu par un contractuel dont la rémunération sera comprise entre le 1^{er} et 11^{ème} échelon.

Après échange, le conseil vote à l'unanimité pour la création de ce poste ;

M. le Maire : une délibération du conseil municipal du 20 septembre 2023 a créé un emploi pour faire face à un accroissement temporaire d'activité, allant du 04 septembre 2023 au 05 juillet 2024.

Ce poste d'adjoint technique était de 11,25^{ème} annualisé sur 10 mois, avec les congés payés compris. Ce contrat s'achève le 05 juillet 2024, il conviendrait de créer un emploi permanent d'adjoint technique de catégorie C à compter du 02 septembre 2024 pour une durée de 9,5/35^{ème} annualisé sur 12 mois.

Cet agent exercera les fonctions suivantes : accompagnement des enfants dans le bus, participation à la restauration scolaire et entretien des bâtiments communaux.

Cet emploi pourra être pourvu par un contractuel dont la rémunération sera comprise entre le 1^{er} et le 11^{ème} échelon.

Le conseil municipal vote à l'unanimité pour la création de ce poste

M. le Maire : Le conseil municipal du 06 septembre 2022 a supprimé un poste d'adjoint technique d'un temps d'activité de 9/35^{ème} ou 12 /35^{ème} pour créer un poste de 9 / 35^{ème}.

Nous aurions dû créer un poste de 13 /35^{ème}. Il convient de modifier cette délibération pour régulariser cette situation et créer un poste d'adjoint technique territorial de 13/35^{ème}.

Le conseil municipal vote à l'unanimité la modification de la délibération.

M. le Maire : deux agents de la commune sont admis à un avancement de grade. Il convient pour cela de créer deux postes :

Un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à 13/35^{ème} annualisé, à compter du 1^{er} septembre 2024.

La suppression de poste d'adjoint technique territorial à 13/35^{ème}, liée à cet avancement se fera postérieurement.

Un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à 30,5/35^{ème}, à compter du 1^{er} septembre 2024.
La suppression de poste d'adjoint technique territorial à 30,5/35^{ème}, liée à cet avancement se fera postérieurement

Le conseil municipal vote à l'unanimité pour la création de ces postes

Prorogation de la dérogation des rythmes scolaires ;

M le Maire : Les rythmes scolaires sont organisés sur 9 demi-journées par semaine pour les écoles maternelles et élémentaire.

Par dérogation, il est possible d'organiser les rythmes scolaires sur 8 demi-journées par semaine.

Cette dérogation est actuellement appliquée sur notre commune mais il convient de la renouveler avant le 31 mai pour les trois (3) prochaines années scolaires.

Si la commune souhaite conserver cette dérogation, nous devons adresser aux services de l'Education Nationale une délibération prise à la foi par le conseil d'école et par le conseil municipal.

A l'unanimité, le dernier Conseil d'Ecole s'est prononcé pour le maintien de la semaine de 8 demi-journées.

Il est donc proposé au conseil municipal de se prononcer pour le maintien de la semaine de 8 demi-journées sur les trois (3) prochaines années scolaires.

Le conseil municipal vote à l'unanimité pour le maintien de la semaine de 8 demi-journées sur les trois prochaines années scolaires.

Cession terrains (MAM, rue Saint Claude);

M. le Maire : nous avons été sollicités par un riverain de l'ex MAM, qui souhaiterait acheter environ 400 m² du terrain (parcelle 043 D 273) sur les 620 m² de cette parcelle. Le courrier et les plans sont présentés.

Le conseil est très partagé sur la cession du terrain, car le devenir du bâtiment de l'ex Mam est incertain, il est nécessaire de conserver des accès et du terrain.

Les 400 m² représentent environ les 2 tiers de la parcelle et cela est très conséquent.

M Merlet propose de contacter le riverain et de lui faire des propositions plus adaptées allant de 1/3, voire moins.

Dans l'attente de ce contact, beaucoup de membres du conseil sont opposés à la vente.

Ce dossier pourra être représenté au conseil ;

Vote du conseil municipal :

6 votes contre la vente (en l'état) : M Chéron, M Maisons, Mme Girard, Mme Hardy, M. Vandevède et M. de Boisanger,

2 abstentions : M. Toutain et M. Osternaud

2 pour la vente d'un tiers : M. Fonseca et M. Merlet

M. le Maire : Le propriétaire d'un terrain rue Saint Claude à Blévy, cadastré 43 ZE 53, d'une longueur de 93 m et d'une superficie de 97 m², souhaiterait vendre ce terrain à la commune.

Ce terrain est situé en bordure de rue devant les 4 Bis, 4 Ter et 4 Quater rue Saint Claude.

Dans un acte notarié du 16 mars 2010, ce terrain est noté : « représentant une emprise sur le domaine public ».

Cette mention provient sans doute d'un certificat d'alignement délivré le 28 janvier 2008 par la Mairie de Maillebois indiquant : plan d'alignement inexistant, l'élargissement de la rue est envisagé à 4 mètres de l'axe de la voirie, risque de servitude.

Le notaire du propriétaire indique que si la commune est intéressée par ce terrain, il faut que le conseil détermine un prix.

Le conseil doit également délibérer pour donner pouvoir au Maire de signer les documents liés à la vente. Les plans sont présentés.

M. le Maire : la commune n'a pas spécialement vocation à acheter du terrain, mais la situation est particulière.

M. Merlet : la gestion de cette parcelle, avec la haie qui est sur celle-ci pose des soucis d'entretien et des contraintes pour le passage des véhicules depuis des années. Il est nécessaire de trouver une solution d'autant que personne ne peut acheter cette parcelle autre que la mairie. Néanmoins il sera nécessaire de dialoguer avec les riverains dans l'avenir pour l'entretien, car les haies sont mitoyennes.

M. le Maire : L'achat pour l'euro symbolique n'est pas possible mais nous pouvons acheter pour 1 euro du mètre carré.

Soit environ : 97 €

Le conseil municipal vote l'achat à l'unanimité et autorise M. le maire à signer tous les documents.

Amélioration état chemin du Gassot par un riverain ;

M. le Maire : le propriétaire de la maison au 1 Chemin du Gassot, à Feuilleuse, souhaite améliorer l'état du chemin qui va de la route de Saint Martin à son entrée de propriété, 1 chemin du Gassot. Aujourd'hui il est le seul riverain à utiliser régulièrement ce chemin rural. Il voudrait un léger décaissement de deux bandes de roulement remblayées avec de la grave, en prenant l'ensemble des frais à sa charge.

La problématique de ce chemin a déjà été abordé en 2023.

M. Maisons : Il faut bien que ce propriétaire ait conscience que même s'il réalise les travaux à sa charge, ce chemin reste rural et que tout le monde peut emprunter ce chemin, même s'il est quasiment sans issue. Le conseil valide à l'unanimité l'autorisation de réaliser la remise en état du chemin à la charge du demandeur.

Création d'une rue (Route de Senonches à Dampierre sur Blévy) ;

M. le Maire : depuis 2018, semble-t-il, un panneau « route de Senonches » a été installé sur la D 20 à Dampierre sur Blévy pour faciliter la distribution du courrier dans une maison, mais il semblerait que le conseil municipal n'ait jamais délibéré.

Il convient de régulariser la situation.

La rue « Route de Senonches » serait, bornée, entre le carrefour de la rue de la Chapellerie et de carrefour de la rue des Forges.

Le conseil municipal, à l'unanimité, valide la déclaration officielle de la « Route de Senonches ».

Choix des plaques des Ecoles Georges Pérec ;

M. le Maire : nous avons obtenu trois devis pour la réalisation de plaques gravées en pierre, prévues pour une installation extérieure et un devis pour des plaques en plexiglass.

M le Maire laisse la parole à M Merlet qui présente les différents projets de plaques.

Il précise qu'après échanges avec les différents professionnels il est préférable d'installer des plaques en pierre à l'extérieur et des plaques en plexi glass à l'intérieur.

Nos écoles seront quasiment les seules sous le nom de Georges Pérec ;

Il reste à choisir les formes d'écriture, le format et les inscriptions sur les plaques.

Après délibération du conseil, Georges Péric ayant écrit un livre sans la lettre « E », le conseil opte pour des inscriptions sans la lettre « E » sur l'ensemble des plaques.

Une plaque en pierre sera installée à l'extérieur de chaque école, Maillebois et Blévy

Une plaque en plexi glass sera installée à l'intérieur de chaque école, Maillebois et Blévy.

Sur la plaque intérieure, il sera fait référence aux livres, *la disparition* (écrit sans la lettre E) et à « *W* » ou *souvenir d'enfance*, (livre écrit en partie à Blévy).

Montant de l'opération : environ 1500 €

Le conseil municipal valide à l'unanimité l'achat et l'installation de ces plaques.

Choix de l'architecte pour la cantine scolaire de l'école de Maillebois et signature du contrat ;

M le Maire : les subventions pour la réalisation de la cantine scolaire de l'école de Maillebois étant accordés par l'état et le département, il faut à présent choisir l'architecte qui pilotera l'opération.

Nous avons sollicité cinq architectes en leur fournissant l'étude de CAUE et les plans en notre possession.

Quatre se sont déplacés et seulement trois ont envoyé un devis HT.

- Un a des honoraires basés sur 10% du montant des travaux avec des frais d'étude de 1 500 €

- Un a des honoraires forfaitaire de 9 725 € HT et des honoraires à hauteur de 7 % en fonction des travaux

- Un a des honoraires forfaitaires de 15 % HT et des honoraires divers fixes de 1 500 €.

Si on se base sur les estimations de travaux du CAUE à 100 000 € de travaux, les honoraires seraient pour le premier architecte : 11 500 €, pour le second architecte : 16 725 € et pour le troisième architecte : 16 500 €

A savoir que ce n'est qu'à partir d'un montant de travaux de 275 00 € que le second architecte et moins cher que le premier.

Pour cela il faut que l'estimation du CAUE soit doublée.

Le conseil municipal fait remarquer que le premier architecte, M. Pierre VINCENT a rédigé un devis pour les deux cantines

(Maillebois et Blévy). Blévy étant ajourné il faut recontacter l'architecte pour confirmer ses honoraires.

Néanmoins le conseil municipal valide la nécessité de prendre un architecte pour le suivi de ces travaux et que ce choix doit être rapide pour conserver nos subventions.

M. Merlet fait remarquer que le devis du deuxième architecte est très détaillé.

Après délibération le conseil municipal décide à l'unanimité l'acceptation du devis de M. Pierre VINCENT sous la condition du maintien du taux de ses honoraires à 10 %.

M. le Maire prend acte et contactera l'architecte.

Choix de l'architecte pour le diagnostic de l'église de Maillebos et signature du contrat ;

M. le Maire : l'église de Maillebois est classée. Comme le conseil le sait il y a des soucis de structure sur le clocher particulièrement.

Pour bénéficier de subventions avant tous travaux, un diagnostic d'architecte « labélisé » architecte du patrimoine est nécessaire et indispensable.

En lien avec la DRAC, nous avons sollicité trois architectes, un seul a fait une proposition de diagnostic et établi un devis. Les documents sont joints.

Le montant du devis de B.MAP SARL D'ARCHITECTURE est élevé, environ 32 000 € HT, mais indispensable pour avoir des informations et un diagnostic sur l'état de l'église. Les travaux sont conditionnés par cette démarche.

Vote pour le choix de cet architecte :

Abstention : M. Osternaud

Pour : M. de Boisanger, Mme Girard, Mme Hardy, M. Toutain, M. Vandeveld, M. Chéron, M. Fonseca, M. Maisons et M. Merlet

Le conseil municipal valide le choix de l'architecte et la signature du devis.

Informations et questions diverses

M. le Maire : le 25 avril s'est déroulée en mairie une réunion avec l'association « Art et Clocher » sur l'organisation d'animations dans le cadre d'activités pour les journées du Patrimoine.

Ces activités et animations se dérouleront du 15 Août au 22 septembre 2024. 50 artistes participeront, des sculpteurs, des peintres, des musiciens.

Il y aura plusieurs concerts, des projections de films, l'ONF donnera deux arbres qui seront sculptés. Ces animations se dérouleront sur nos trois communes, Maillebois, Dampierre et Blévy.

Nos artistes locaux participeront aussi.

Pour l'organisations de ces différentes animations, la municipalité est sollicitée ainsi que les différentes associations locales.

Les habitants seront aussi sollicités pour héberger éventuellement certains artistes.

Il faut que l'on détermine une date pour organiser une matinée nettoyage de la commune. Le calendrier est très chargé pour les uns et les autres. Après concertation le conseil valide le 8 juin.

Organisation d'une matinée nettoyage le 8 juin 2024 avec rassemblement à 8 h 30 au hangar de Dampierre. Les enfants peuvent participer mais sous la responsabilité des parents, le circuit sera adapté pour les parents accompagné des enfants.

Dans le cadre de l'épandage de digestat, reliquat de méthaniseurs, une enquête publique se déroulera les 17 juin de 14h à 17 h et 28 juin de 14h3 à 17h30 en mairie de Maillebois.

L'information sera publiée et diffusée sur panneau Pocket.

Tour de table :

Mme Girard :

La chaussée se dégrade fortement sur la traversée de Maillebois. Les bouches d'égout font du bruit.

M. le Maire : Les services de l'AD2I sont au courant.

M. Vandeveldde: Il y a encore de sérieux « nids de poules » place des marronniers.

M. le Maire : Les employés feront une intervention dès que le temps sera plus clément.

M. Fonseca : je souhaiterais participer à la commission « sécurité Routière »

M le Maire Prend acte

Il y a des difficultés sur l'entretien des chemins communaux et notamment à Chennevières. Il faudrait sensibiliser les riverains pour qu'ils entretiennent leurs haies et arbres qui empiètent sur la voirie et les chemins.

Nous avons fait le tour de Chennevières avec M. Merlet sur ce sujet

M. le Maire : Les chemins devraient être broyés prochainement et nous allons voir pour sensibiliser les habitants de la commune.

Concernant les travaux de voirie et les enrobés, est-ce que lors d'intervention de sociétés extérieures il y a un suivi communal ?

M. le Maire : pas spécialement suivant les travaux, c'est souvent l'AD2I qui suit le chantier.

M Fonseca : dans ce cas il faudrait que l'on soit toujours présent.

M. le Maire : je prends acte, mais il peut y avoir des difficultés de disponibilité.

M. Osternaud : est-il possible de faire de la publicité dans le Fil de la Blaise pour des nouveaux artisans qui s'installent ou autre.

M. le Maire : Cela se faisait lors de la parution du bulletin municipal mais c'était avec une participation payante.

M. Merlet : nous l'avons fait il y a longtemps lorsqu'il y avait de la place dans la mise en page du « Fil de la Blaise ». Mais nous avons le site internet de la commune. Malheureusement nous ne sommes toujours pas à jour sur notre site. Nous devons nous pencher sérieusement sur ce souci.

Que les artisans contactent la mairie et, nous allons essayer de faire quelque chose. J'espère que fin 2024 ou début 2025 nous pourrons sortir un bulletin municipal, mais nous ne sommes que deux à la commission et cela est très chronophage.

M. Merlet : le dossier concernant le trafic routier, poids lourds, n'avance pas très vite au niveau de l'AD2I. aussi comme annoncé lors du précédent conseil, le dossier complet avec copies d'échanges de mails, SMS et signatures de résidents a été transmis au niveau du conseil départemental.

Le marché de rénovation des menuiseries de l'école de Blévy a été rédigé et posté. Les entreprises commencent les visites. La limite de réception des offres est prévue le 3 juin.

Cette année lors de Journées du Patrimoine, les expositions seront toujours présentes à Blévy avec la visite du clocher ainsi qu'une nouveauté le dimanche, balade en calèche dans le village.

Je travaille actuellement sur le plan de sauvegarde de la commune, nous devons prévoir une séance particulière pour finaliser certains paragraphes.

Pour l'enquête publique concernant l'épandage des digestats, il faut sensibiliser les habitants. Ils doivent venir s'exprimer car ce type d'action n'est pas anodine surtout si d'aventure ce sont des digestats d'origine ordures ménagères.

Nos employés communaux se battent avec la végétation très dense et les conditions climatiques. Beaucoup d'habitants se plaignent de l'état des trottoirs et des chemins. Ils ont sûrement raison, mais

il faut aussi faire preuve de civisme et essayer d'aider. Aussi je demande que chacun taille et élague les arbres qui empiètent sur la voirie et chemin.

Pour tondre, tailler et faire des travaux d'extérieurs si cela est susceptible de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité, essayez de respecter ces horaires et dialoguez avec vos voisins.

Horaires :

- Du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h et de 14h à 19h30
- Samedi autorisation : de 9h00 à 12 h et de 15h à 19h
- Le dimanche et jour férié :10h à 12h

- Les feux sont interdits et surtout des feux de végétaux.

M. le Maire clôt la séance à 22h15.

M. le maire,

le secrétaire,

les conseillers,